

de l'assurance-chômage, et de fournir aux gens de Leeds-Grenville les fonds dont ils ont si désespérément besoin pour répondre aux besoins des autres 9 p.100 de chômeurs.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE PLAN DE PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

**M. Bob Ogle (Saskatoon-Est):** Merci, monsieur le Président. Je voudrais signaler aux députés que les ministres des Affaires étrangères de neuf pays d'Amérique latine sont tombés d'accord sur un plan de paix en Amérique centrale qui prévoit des négociations régionales, le désarmement et une réduction du nombre des conseillers étrangers.

Aux quatre pays du groupe Contadora, la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela, qui avaient déjà fait des propositions de paix, viennent maintenant s'ajouter le Guatemala, le Costa Rica, le Salvador, le Nicaragua et le Honduras, leurs ministres des Affaires étrangères ayant, à leur tour, approuvé le plan.

Nous ne connaissons pas encore le détail de l'entente-cadre, mais en voici les principaux objectifs: premièrement, un désarmement immédiat et progressif dès qu'on aura procédé à un inventaire des armements dans la région; deuxièmement, une réduction du nombre des conseillers militaires étrangers et, troisièmement, un dialogue permanent entre les gouvernements et les mouvements nationaux d'opposition en vue d'adopter des mécanismes électoraux précis.

• (1115)

Le groupe Contadora souligne les efforts à tenter en vue de mettre fin aux conflits qui sévissent en Amérique centrale par la négociation, de façon à régler les différends par voie de scrutin plutôt qu'avec des balles. Pour l'instant, le document a été soumis à l'approbation des neuf gouvernements.

Le groupe invite les gouvernements étrangers à s'abstenir de toute intervention militaire et à collaborer par des mesures d'aide concrètes. C'est pourquoi j'exhorte le gouvernement du Canada à soutenir officiellement et d'une manière beaucoup plus évidente que par le passé les efforts du groupe Contadora et à recourir à tous les moyens diplomatiques pour insister sur le retrait de toutes les forces étrangères de cette région.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ÉCONOMIE

#### LE RYTHME DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE—LA DÉCLARATION DU MINISTRE

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a fait hier soir, à Ottawa, un discours extraordinaire auquel je désire faire une simple allusion. Il a déclaré: «Dans aucun autre pays au monde la reprise n'a été aussi forte». Je lui

### Questions orales

répondrai que, dans ce cas, il vaut mieux se dissocier de ce monde-là. Le ministre a également déclaré: «Il est non seulement acceptable, mais utile de modérer le rythme de la reprise économique.»

Je lui demande si son gouvernement a pour politique de modérer la reprise économique, alors que nous avons 1,365,000 de chômeurs, dont 66,000 perdent chaque mois leur droit aux prestations d'assurance-chômage, et que le revenu des Canadiens diminue parce que le coût de la vie augmente plus vite que leurs salaires? D'après le discours qu'il a tenu hier soir, le ministre a-t-il pour politique de maintenir délibérément les Canadiens en chômage et d'entretenir cette situation?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député a fait plusieurs affirmations fausses. Premièrement, je n'ai pas fait ce discours hier soir, mais hier midi.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** Le reste est dans la même veine. Ses autres affirmations n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Le revenu des Canadiens ne va pas diminuer cette année, mais augmenter.

La seule chose que le député ait dit de vrai, c'est que le Canada connaît une reprise qui n'a sa pareille nulle part au monde. Elle est plus forte que dans tous les autres pays industrialisés. Au cours des deux premiers trimestres de cette année, notre taux de croissance annuelle a augmenté de 7.4 p. 100, ce qui est un record. La croissance économique sera néanmoins plus modérée aux États-Unis et au Canada au cours de l'année prochaine et de l'année suivante. Par exemple, nous nous attendons à un taux de 5 p. 100 en termes réels, l'année prochaine, ce qui est excellent, et je le répète, c'est un taux au moins aussi élevé, sinon plus fort que celui des États-Unis ou des autres pays.

Par conséquent, le gouvernement a pour politique de favoriser la croissance économique, afin de créer le maximum d'emplois et de réduire le chômage le plus rapidement possible. Néanmoins, nous ne voulons pas qu'en fin de compte l'inflation et le chômage augmentent. Nous visons un faible taux d'inflation et de chômage, et c'est vers ce but que nous tendons nos efforts.

**M. Crosbie:** Quelqu'un devrait présenter le ministre à Walter Gordon qui a déclaré exactement le contraire ici, hier.

#### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Monsieur le Président, voici ce que le ministre a déclaré: «Il est non seulement acceptable, mais utile de modérer le rythme de la reprise économique.» Pourtant, cela veut dire qu'il y aura moins d'emplois, moins d'investissements commerciaux et ainsi de suite. Le ministre se rend-il compte que le montant des investissements commerciaux a baissé plus que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'il est tombé à 11.5 p. 100 des dépenses globales? Se rend-il compte que, si nous connaissons maintenant la reprise la plus forte, c'est seulement parce que nous avons subi la baisse la plus marquée de l'histoire, qui a entraîné la perte de 595,000 emplois?